

Initiatives ministérielles

Peut-être aurai-je une tout autre opinion lorsque j'aurai lu tout l'exposé. Si c'est le cas, je ferai part à la Chambre de mon changement d'opinion. Cependant, ce que j'ai lu jusqu'à maintenant ne me donne aucune raison de croire qu'il me faudra m'exécuter.

M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk): Monsieur le Président, je signale au ministre que les libéraux mènent une lutte acharnée dans sa circonscription pour obtenir l'investiture du parti. Je ne comprends pas comment cela peut se faire. Je suppose qu'ils pensent que c'est une circonscription facile à gagner la prochaine fois. Ne vous inquiétez pas, personne n'y sera parachuté.

Je veux dire à mon collègue, qui est d'une région de notre pays qui a vraiment été ravagée par le gouvernement conservateur et par ses programmes au cours des années, qu'il a fait un excellent discours, lorsqu'il a décrit certains des problèmes qui existent non seulement dans sa circonscription, mais dans le Canada atlantique, à cause de la politique du gouvernement.

J'ai lu effectivement la grande majorité de l'exposé économique ainsi que certains des documents qui l'accompagnent et j'ai vraiment trouvé qu'on ne prenait aucune mesure pour favoriser le renouveau économique du Canada atlantique.

Je sais que le député a consacré beaucoup de temps à étudier cette question, à lire la documentation et à parler à des gens non seulement dans sa circonscription, mais dans tout le Canada atlantique, afin de trouver des solutions possibles.

Pourrait-il indiquer à la Chambre aujourd'hui certaines de ses idées qui favoriseraient une croissance économique dans sa région?

M. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, nous devons commencer, je crois, par déterminer quels sont nos points forts dans l'île du Cap-Breton. Je pense que c'est ce que doit faire le Canada atlantique ainsi que tout le reste du Canada.

Nous avons besoin que le gouvernement national nous donne l'impression que, dans ses programmes industriel, financier et monétaire, il va s'efforcer d'appuyer l'économie canadienne et celle des diverses régions afin de déterminer et d'augmenter leurs points forts, en particulier parce que ceux-ci concernent les nouveaux marchés en Amérique du Nord et dans le monde que nous devons conquérir.

Au Cap-Breton, nous avons effectivement beaucoup de points forts: outre la main-d'oeuvre, nous avons des établissements d'enseignement comme l'Université St. Francis Xavier, qui est près du Cap-Breton et que fréquentent beaucoup d'habitants du Cap-Breton, le collège universitaire du Cap-Breton, les diverses écoles de métiers et des collèges communautaires comme le Collège communautaire de la Nouvelle-Écosse, près du détroit de Canso, l'école navale et d'autres établissements d'enseignement très qualifiés.

Nous avons également des ressources naturelles en plus du charbon et des forêts. Nous avons un immense superport dans le détroit de Canso. La richesse de la culture et la beauté de la nature sont fabuleuses dans toute l'île, qui attend d'être mise en valeur avec l'aide du gouvernement, de concert avec le secteur privé au Cap-Breton.

Avec un peu de vision et un organisme comme la Division de développement industriel de Devco ou la Société d'expansion du Cap-Breton, qui était une autre possibilité que le gouvernement tente de supprimer, de même qu'un organisme dans le détroit de Canso chargé de promouvoir la mise en valeur des ressources de cette partie de l'île, nous pourrions nous concentrer sur l'expansion de l'île du Cap-Breton.

Avec un peu de vision, nous pourrions réduire les niveaux horribles de chômage qui existent dans l'île et utiliser les fonds publics et privés plus judicieusement que par le passé pour viser un objectif réaliste qui confèrera un certain pouvoir aux habitants du Cap-Breton.

• (1420)

J'estime que c'est l'orientation que nous devons prendre. Le gouvernement n'a eu absolument aucune vision au cours des huit années où il a traité avec le Cap-Breton. Il n'a manifesté aucun intérêt réel pour l'île, à part offrir des encouragements et des allègements fiscaux ainsi que le curieux programme de réduction d'intérêt et l'aide aux petites et moyennes entreprises.

Faute de concertation, tous les résultats que nous aurions pu obtenir avec les maigres dollars qui ont été accordés au Canada atlantique et, plus particulièrement, au Cap-Breton, ont été anéantis.

Dans l'île du Cap-Breton, nous devons nous concentrer sur nos points forts, les cerner et les mettre en valeur en utilisant les ressources, notamment les ressources humaines, que nous avons tout autour de nous.

Je tiens à remercier le député de sa question très réfléchie et de m'avoir donné l'occasion de parler positivement de l'avenir de notre île.